

PAS DE TRIOMPHALISME... POUR QUI?

En Pologne, en dépit de la répression, la classe ouvrière n'est pas défaite. Elle l'a prouvé les 1^{er} mai et 3 mai en affrontant ouvertement les forces de l'ordre. La «*Nomenklatura*» apparemment, est incapable de «*normaliser*» la situation... Celle-ci demeure explosive et doit causer bien du souci à ceux qui, de par le vaste monde, et où qu'ils se trouvent, ont en commun le souci du maintien de l'ordre établi.

En France, les amis du général Jaruleski sont pour une petite part il est vrai, au Gouvernement.

Dans le cadre des projets de «*décentralisation*» le ministre Anicet Le Pors étudie le statut des fonctionnaires d'État qui vont passer sous la coupe des collectivités locales ou régionales.

Dans un de ces projets, le ministre stalinien prévoyait la possibilité de licencier les fonctionnaires en leur attribuant, il est vrai, une... indemnité de licenciement. Autrement dit, la politique de l'actuel gouvernement s'inscrit très exactement dans celle (avortée) de feu le général, qui rêvait d'étendre à la fonction publique la pratique de la «*mobilité de la main-d'œuvre*», c'est-à-dire de remettre en cause un des acquis les plus anciens de la fonction publique: la garantie de l'emploi.

Certains semblent s'imaginer pouvoir concilier les exigences du statut de la fonction publique avec la mise en place de la décentralisation, c'est se leurrer volontairement ou non.

La situation des fonctionnaires «*décentralisés*» dépendra, en premier lieu, des structures décentralisées, de ces fameuses collectivités territoriales et, notamment du budget dont elles disposeront et qui proviendra des ressources fiscales. La décentralisation c'est la mort du statut des fonctionnaires, c'est-à-dire la mise en place en France de fonctionnaires de 1^{ère}, 2^{ème} ou 3^{ème} catégories. On comprend et, on ne peut être que solidaires de la résistance organisée par la F.G.F.

En ce qui concerne les travailleurs du privé, les soucis ne manquent pas non plus, qu'il s'agisse de la durée du travail, du «*droit d'expression*» des travailleurs dans l'entreprise, de la réforme de la Sécurité Sociale, des projets qu'on prête au Gouvernement au sujet de l'assurance chômage. Les travailleurs ont de sérieuses raisons de s'inquiéter. Par contre, les patrons à qui on multiplie les cadeaux, devraient (les ingrats!) avouer qu'aucun gouvernement ne les a aussi bien traités.

Malgré tout, la classe ouvrière est loin d'être démobilisée. Elle conserve confiance en sa capacité d'intervention et elle mesure très exactement les enjeux auxquels elle est, historiquement, confrontée.

Par exemple, la classe ouvrière sait que la défaite de la «*gauche*» aux élections cantonales ne signifie pas forcément victoire de la «*droite*» et qu'en tout état de cause, un échec électoral de la gauche ne signifie pas un échec de la classe ouvrière. Il faut d'ailleurs reconnaître que les partis de l'ancienne majorité l'ont également compris. Il suffisait de voir avec quelle modestie ils ont salué leur «*victoire*» électorale, MM. Chirac, Lecanuet, Barre, proclamant à qui mieux mieux: «*Pas de triomphalisme*».

La grande fête laïque du Bourget où le 9 mai, 300.000 manifestants ont proclamé face à Savary et à Pierre Mauroy leur volonté de défendre le «*service public*» devrait donner à réfléchir à nos gouvernants. Beaucoup de choses se sont dites à la tribune du Bourget... des bonnes et des moins bonnes... beaucoup de moins bonnes! Dans ce fatras de déclarations, parfois contradictoires, il faut faire un sort à une proclamation du premier ministre avec laquelle on ne peut être que d'accord: «*Il peut peut-être, y avoir plusieurs écoles dans la République. Il ne peut y avoir qu'une seule école de la République*».

Répetons-le, si la «*gauche*» au pouvoir et la droite dans l'opposition sont condamnés à ne pas faire de

triumphalisme, c'est que, contradictoirement, rien n'est perdu pour la classe ouvrière... A la condition, bien sûr que les travailleurs conservent à leur disposition un syndicalisme puissant et efficace parce qu'indépendant...

Chacun sait que ce syndicalisme existe: c'est celui représenté par la C.G.T. Force Ouvrière.

Alexandre HÉBERT.
